

L'événement: A Puerta del sol pour défendre l'école publique

Jeudi 17 Novembre 2011

par Jérémy Mercier

Depuis la loi n° 11696 du 28 mars 1882 qui a rendu, en France, l'enseignement primaire obligatoire, et l'article 26 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme disposant que "toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite..L'enseignement élémentaire est obligatoire", le droit à l'école publique, laïque et gratuite est considéré comme un droit fondamental. La Constitution française le garantit (en renvoyant notamment à l'art. 13 du préambule de la Constitution de 1946). Mais si, en France, l'instruction publique reste, il est vrai pour l'instant, le premier budget de l'Etat (environ 60,5 milliards d'euros y sont consacrés), une destruction de ce service public a été malheureusement organisée par le pouvoir, depuis plusieurs décennies. A l'échelle mondiale, cette destruction correspond, outre à des privatisations galopantes, à plus de 300 000 suppressions de postes d'enseignants et chercheurs pour l'année 2010. En Espagne, cette même destruction de l'école publique, dont les règles européennes et la crise économique ne sont pas peu responsables, suscite aujourd'hui un grand mouvement d'indignation. Restera-t-il isolé ?

Ainsi à Madrid, sur la célèbre place Puerta del Sol, dès le samedi 21 octobre 2011, où plus de 200 autobus d'enseignants, d'étudiants et de sympathisants de l'École publique espagnole s'étaient donnés rendez-vous, à l'initiative de syndicats de l'enseignement (FE-CC.OO, FETE-UGT, STES-I, ANPE et CSIF) et avec le soutien de l'Internationale de l'Éducation. Des milliers de personnes étaient là, chantant, scandant des slogans démocratiques et républicains, sur cette place encore vivement marquée par le souvenir civique des Indignados, toujours en train d'occuper un hôtel à quelques mètres de là (Hotel de Madrid), où les pétitions et les doléances abondent pour un autre monde. Ces enseignants étaient vêtus d'un tee-shirt vert où l'on pouvait lire : « escuela publica : de todos, para todos ». La manifestation espagnole, similaire aux manifestations françaises pour l'enseignement public et laïque, avait pour principal objet de dénoncer les sévères coupes budgétaires réalisées dans l'éducation nationale, cyniquement organisées par le Parti Populaire et qui correspondent à la redéfinition d'un nouveau « Plan de Services Sociaux » conduisant l'administration espagnole à mettre l'école publique à la « diète », notamment dans la région de Castilla La Mancha, sous la férule de Mme Maria Dolores de Cospedal. Un détail dans un « suicide de la démocratie », pour reprendre une subtile expression qu'utilisait en son temps le journaliste Claude Julien. Mais un détail important car, comme en France, le combat pour l'école publique espagnole s'enchaîne dans un large mouvement de résistance républicaine face au néolibéralisme et à la destruction de la démocratie.

Déjà un mois auparavant, le 20 septembre, plus de 60 000 enseignants et étudiants espagnols avaient manifesté leur opposition aux déclarations d'une autre protagoniste du Parti Populaire, Mme Esperanza Aguirre, assénant que les professeurs ont toujours travaillé moins que quiconque. Avant d'ajouter que la gratuité de l'école publique n'était qu'un moment qui ne détermine en rien l'avenir. La classe politique française tout autant qu'italienne souscrit bien sûr à de telles déclarations issues d'un discours stéréotypé des élites méprisant les citoyens. En France, par exemple, un rapporteur spécial de la commission des finances du budget, n'a-t-il pas, récemment, après beaucoup d'autres, exposé son souhait de voir « une réforme du statut de la fonction publique universitaire » ? De même, les récentes propositions, le 8 novembre dernier, de M. Chatel (actuel ministre de l'Éducation), M. Vauquiez et de Mme Morano sur le renforcement de l'autonomie des établissements qui "doit signifier la possibilité, pour le principal de collège, proviseur de lycée, mais aussi à terme le directeur d'école, de recruter librement son équipe enseignante et d'administration en fonction de son projet d'établissement" illustrent bien sûr la même soif de détruire l'école républicaine. En Italie, le nouveau ministre de l'Instruction publique du gouvernement technique de Monti, M. Francesco Profumo, n'a-t-il pas déjà montré son scepticisme sur l'école publique au profit de la rentabilité économique?

Certes, dira-t-on, des débats particulièrement forts ont néanmoins débuté cet automne en France sur le statut des enseignants – proposition étant faite par M. François Hollande, candidat du PS aux élections présidentielles, de recruter 60 000 enseignants supplémentaires entre 2012 et 2017. Ces débats ont même suscité la rédaction maladroite, par le camp présidentiel, d'un petit livret pour défendre, au contraire, une soi-disant vision « efficace » de l'éducation où un choix s'imposerait en 2012 : « moins d'enseignants mieux payés (UMP) ou plus d'enseignants mal payés (PS) ». Mais en Espagne, au même moment, face à ces mesures austères, les professeurs et les étudiants demandent instamment la démission des responsables d'une telle trahison. Lucides.</p>

